



Gral. Otto Pérez Molina
Président de la République du Guatemala
veronicagarcia@presidencia.gob.gt
carresis@oj.gob.gt
lbonilla@secretariaprivada.gob.gt

Référence du document :

Nom du contact :

22 octobre 2013

Monsieur le Président Otto Perez Molina,

Votre organisation (nom de l'organisation), affiliée à l'Internationale des services publics (PSI), organisation syndicale mondiale représentant plus de 20 millions de travailleurs et travailleuses dans plus de 150 pays du monde entier, vous écrit aujourd'hui afin de vous faire part de notre profonde préoccupation quant au piétinement des enquêtes ouvertes suite aux 58 assassinats de syndicalistes, et notamment pour ce qui concerne les trois récents meurtres de Carlos Hernandez et Santa Alvarado du SNTSG (syndicat national des travailleurs de la santé du Guatemala), ainsi que de Kyra Zulueta Enríquez Mena (syndicat de la municipalité de Nueva Concepción).

Malheureusement, le bilan s'est encore alourdi cette semaine et nous nous devons de protester vivement contre les récents incidents rapportés par le SNTSG :

1. Le 2 octobre 2013, à 15h00, Melvy Lizeth Camey Rojas, Secrétaire du Centre médical du SNTSG de Chiquimulilla, dans le Département de Santa Rosa, a vu sa vie menacée pour la seconde fois lorsque des motards armés de calibres 9 mm ont pénétré sur son lieu de travail, probablement dans l'intention de mettre fin à ses jours. Des témoins évoquent de nombreuses similitudes entre ces hommes et ceux qui ont abattu de plusieurs balles le conseiller syndical et avocat Ricardo Morataya Lemus et grièvement blessé Melvy Lizeth Camey Rojas, en juillet dernier.
2. Le 6 octobre, à 8h00, Genaro Cruz Telón de Chinebal dans la région d'Izabal, ancien secrétaire et membre du SNTSG, a été grièvement blessé suite à une violente agression. Jorge Benjamin Cuc Caal de Chinebal a été inculpé. M. Cruz est dans le coma.
3. Le 6 octobre, la Secrétaire générale du Centre hospitalier et de rééducation pour enfants, Mauricia Garcia Ruiz, voyait sa vie menacée, et le 7 octobre, c'était au tour de la Secrétaire du Comité exécutif du SNTSG, Dora Regina Ruano, de recevoir des menaces de mort par téléphone, dirigées contre elle ainsi que ses enfants.
4. Le 11 octobre, Juan Jose Ortiz, membre du syndicat SNTSG et Secrétaire aux finances du Centre de santé de Barberena Santa Rosa, a été enlevé alors qu'il se rendait au centre-ville. Il a été séquestré, menacé et torturé pendant plus de 24 heures. Le 12 octobre, après l'avoir forcé à monter dans une voiture et après avoir roulé pendant quelques instants, on lui a enlevé le bandeau qu'il avait sur les yeux et on l'a laissé dans le centre de Barberena. M. Ortiz ne se souvient pas bien de ce qui s'est passé. Il aurait été drogué et a des traces de brûlures de cigarettes sur les paupières et les sourcils. Il craint pour sa vie et celle de sa famille.

Compte tenu de ces événements préoccupants, nous vous exhortons à ordonner, en votre qualité de Président, et conjointement aux autorités du ministère Public, de la Police nationale ainsi que du ministère de l'Intérieur, la conduite immédiate d'une enquête approfondie sur ces actes lâches, et à appliquer la loi dans toute sa rigueur pour que les responsables soient arrêtés et jugés sans délai.

Il convient de redoubler d'efforts, notamment en termes de renforcement de la coopération en matière de recherches et d'enquêtes entre le Bureau du Procureur général et les forces de police. Ces récentes violations vont être portées à la connaissance de l'Organisation internationale du Travail et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme.

Nous demandons en outre que les syndicalistes aujourd'hui menacés bénéficient sans délai d'une assistance, de mesures de sécurité ainsi que de la protection de l'État : Genaro Cruz Telón, Melvy Lizeth Camey Rojas, Mauricio Garcia Ruiz et Dora Regina Ruano.

Nous tenons par ailleurs à souligner que ces actions semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne concertée de terreur à l'encontre des dirigeants syndicaux – et tout particulièrement des femmes dirigeantes. Il est encore plus honteux de constater les graves violations de la loi sur le féminicide en vigueur au Guatemala, qui est utilisée aux dépens des syndicalistes. Une trentaine de dirigeants syndicaux ont été écroués suite à des accusations de féminicide, y compris dans les cas de décès de patientes consécutifs à l'absence de médicaments et aux conditions déplorables qui règnent dans les hôpitaux.

Plusieurs institutions impliquant des syndicats ont été créées ces derniers mois. Nous demandons toutefois votre engagement en faveur du dialogue social, au-delà des contacts formels et des procédures consultatives. Votre gouvernement doit reconnaître le rôle que peuvent jouer les partenaires sociaux dans la relance économique et sociale de votre pays. Aucun progrès ne peut être envisagé sans un tel engagement.

En outre, nous vous appelons à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission d'experts de l'OIT afin d'assurer la conformité de votre législation nationale avec la convention n° 87. Une telle démarche implique dans un premier temps d'honorer les conventions collectives qui ont déjà été signées et de consulter les partenaires sociaux au sujet des modifications proposées du Code du travail.

Nous vous rappelons par ailleurs que, dans le cadre de la Campagne contre l'impunité au Guatemala initiée par la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Internationale des services publics (PSI), nous condamnons fermement ces actes de violence à l'encontre des dirigeants syndicaux du SNTSG, dont le bien-être physique et psychique, ainsi que celui de leur famille, est de plus en plus menacé.

Nous allons œuvrer main dans la main avec nos syndicats, le Conseil des Global Unions et les dirigeants élus des différentes nations du globe – y compris les États-Unis et l'Union européenne – pour appeler à l'interruption des relations commerciales avec le Guatemala, tant que ces agressions mortelles contre des syndicalistes n'auront pas cessé, une fois pour toutes, et aussi longtemps que les auteurs de ces actes resteront impunis.

Sincères salutations,

Cc : Lic. Carlos Contreras Solórzano, ministre du Travail (ccontreras@mintrabajo.gob.gt; carlosnecsa@yahoo.com; accionpatriotagt@gmail.com) ; Lic. Luz de María Morales, Dirección de Planificación y Asuntos Internacionales (lmorales@mintrabajo.gob.gt) ; Lic. Otto Polanco, Procuraduría Defensa del Trabajo del Ministerio de Trabajo y Previsión Social (opolanco@mintrabajo.gob.gt) ; Lic. César Gatica, Inspección General del Trabajo del Ministerio de Trabajo y Previsión Social Subinspector (cgatica@mintrabajo.gob.gt) ; Dr. Sergio Fernando Morales Alvarado, Procuraduría de Derechos Humanos (gmasariegos@pdh.org.gt ; opdhq@inteln.net.gt) ; Claudia Paz y Paz, Fiscal General y Jefa del Ministerio Público (clauspaz@hotmail.com ; minpub@mp.lex.gob.gt ; fiscalgeneral@mp.lex.gob.gt) ; Elvyn Díaz Sánchez, Ministerio Público (ediaz@mp.gob.gt) ; Sergio Paixão Pardo, ILO representative Guatemala (spaixaopardo@gmail.com) ; Alberto Brunori, UNCHR Representative (abrunori@ohchr.org) ; Oscar Rodríguez L. (oscar.rodriquez@psi-ca.org) ; Luis Lara Banilla (sindicatodesalud@yahoo.com) ; Alto Comisariado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos (nationalinstitutions@ohchr.org ; gmagazzeni@ohchr.org ; civilsociety@ohchr.org) ; Comisión Interamericana de Derechos Humanos (cidhdenuncias@oas.org ; cidhoea@oas.org) ; Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo - PIDHDD, Susana Aldana (secretaria@pidhdd.org)